

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du bataillon de marche n°24
BP 10001
67070 STRASBOURG

STRASBOURG, le 18/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

KUHN SAS

4 IMPASSE DES FABRIQUES
BP 60
67706 SAVERNE

Références : 0006700630/MT/JLS
Code AIOT : 0006700630

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2022 dans l'établissement KUHN SAS implanté 4 IMPASSE DES FABRIQUES BP 60 67700 SAVERNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KUHN SAS
- 4 IMPASSE DES FABRIQUES BP 60 67700 SAVERNE
- Code AIOT : 0006700630
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Oui

La société Kuhn SAS, située à Saverne (4, Impasse des Fabriques 67700 SAVERNE) est spécialisée dans la conception, la fabrication et la commercialisation de machines agricoles destinées à l'agriculture mondiale.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le risque incendie ;
- les rejets d'eaux superficielles.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Recalage	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33	/	Lettre de suite préfectorale	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Installations électriques – mises à la terre	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	/	Sans objet
2	Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I	/	Sans objet
3	Moyens de lutte incendie – moyens et entretien	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Sans objet
4	Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a porté sur le risque incendie et sur les rejets d'eaux superficielles.

Les installations électriques, les moyens de lutte incendie, le pilotage du bassin de confinement des eaux incendie sont conformes aux références réglementaires.

Le contrôle de recalage des résultats d'analyse d'autosurveillance n'est réalisé que lorsque les résultats sont non-conformes. Il n'est pas réalisé quand le résultat d'analyse est conforme alors qu'il devrait l'être une fois tous les deux ans pour toutes les analyses. Cela traduit une non-conformité. Une lettre préfectorale est proposée au préfet pour demander le respect de la prescription.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques – mises à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.
AP du 14 juin 1995 : article 21-2 - Règles d'aménagement [...] Les installations électriques seront conformes aux réglementations en vigueur. Elles seront entretenues en bon état et périodiquement contrôlées [...]
Constats : Le contrat de vérification avec une société extérieure a été vu. Le certificat Q18 daté du 22 septembre 2022 a été vu. Il ne fait état d'aucune anomalie à corriger. S'il y avait des écarts à corriger, leur gestion est pilotée par le service en charge de l'électricité à travers une Gestion de maintenance assistée par ordinateur (GMAO), Karlo qui établit un ordre de travail puis un ordre de planning.
Cette prescription est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite.
Proposition de suites : Sans objet.

N° 2 : Installations électriques – chauffage des baignoires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.
Constats : Il existe une sonde de niveau qui mesure la quantité de liquide présente dans la cuve. Le système étant en circuit fermé, l'inspection n'a pas pu voir la sonde, mais a vu l'alarme qui se déclenche en cas de niveau en dessous du seuil de sécurité. Cette alarme est asservie à une pompe qui remet du liquide de bain de traitement.
Cette prescription est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite.
Proposition de suites : Sans objet.

N° 3 : Moyens de lutte incendie – moyens et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet.
<p>Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.</p> <p>Constats : Le registre de sécurité incendie existe et a été vu sur le site. Le certificat R4 pour la conformité des extincteurs a été vu. Deux extincteurs de l'atelier de cataphorèse ont été contrôlés par sondage (la dernière vérification annuelle a été faite le 23 novembre 2021). La système de sprinkler est vérifié par une société extérieure. La fréquence de contrôle du robinet d'incendie armée (RIA) en entrée du bâtiment 11 de l'atelier de peinture est conforme.</p> <p>Le site est sous gardiennage 24h sur 24. L'exploitant indique qu'une équipe de pompier interne (pompiers volontaires) est présente dans l'effectif de ses collaborateurs.</p> <p>Le dernier exercice avec les pompiers a été réalisé le 8 septembre 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite.
Proposition de suites : Sans objet.

N° 4 : Confinement des eaux incendie – organes de commande

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet.
<p>Prescription contrôlée : Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p> <p>Constats : La manivelle de fermeture de la vanne a été vue. En cas de besoin, elle est actionnée par une personne du poste de garde qui est à une cinquantaine de mètres du bassin de réception des eaux pluviales. La procédure est affichée au poste de garde étant donné que celui-ci est ouvert 24h sur 24. La prescription est respectée.</p> <p>L'inspection note par ailleurs le projet de l'exploitant d'automatiser l'obturation du réseau.</p>
Type de suites proposées : Sans suite.
Proposition de suites : Sans objet.

N° 5 : Recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33
Thème(s) : Risques chroniques, contrôle de recalage.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Article 33 de l'arrêté du 30 juin 2006</p> <p>« En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.</p> <p>« Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau (article 58-II) ; – la réalisation de contrôles externes de recalage (article 58-III)* ; <p>* : « S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p>L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément.»</p> <p>Constats : L'exploitant fait réaliser un contrôle de recalage par un laboratoire uniquement en cas de dépassement. A chaque prélèvement, un système de double prélèvement est réalisé. En cas d'écart, le double échantillon est analysé par un laboratoire extérieur.</p> <p>De fait les résultats d'analyses conformes échappent au contrôle de recalage. La prescription n'est alors pas respectée pour ces résultats d'analyses.</p> <p>L'inspection propose à la préfète un projet de lettre rappelant à l'exploitant de réaliser un contrôle de recalage pour les paramètres (à fréquence de mesure annuelle ou supérieure) dont la valeur mesurée ne dépasse pas la valeur limite autorisée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites.
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale.
Proposition de délais : 90 jours.